



COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

24 mai 2018

Niger : Ce 25 mai marque les deux mois de détention de 26 activistes et membres de la société civile

- ***Dix organisations demandent l'apaisement de la situation par la libération des détenus et l'arrêt des poursuites***

Deux mois après la première vague d'arrestations d'au moins 26 activistes suite à des manifestations pacifiques organisées par la coordination des organisations de la société civile nigérienne pour protester contre la loi de finances 2018 à Niamey, Oxfam, Amnesty International et huit réseaux et organisations internationales non gouvernementales demandent au gouvernement du Niger d'apaiser la situation en libérant les détenus et en mettant fin aux poursuites à leurs égards.

Le 25 mars dernier, ces activistes dont quatre dirigeants d'organisations de la société civile, Moussa Tchangari (Alternative espace citoyen) ; Ali Idrissa (Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire Rotab); Nouhou Arzika (Mouvement pour la promotion de la citoyenneté responsable) et l'avocat défenseur des droits humains Abdramane Lirwane, ont été inculpés d'«organisation et participation à une manifestation interdite », de « complicité de violences », d'« agression » et de « destruction de biens » et emprisonnés dans différentes prisons du pays.

Cinq autres militants dont Ibrahim Diori (Alternative espaces citoyens), Maïkoul Zodi (Tournons la page) Abdourahamane Idé Hassane (Jeunesse pour une mentalité nouvelle) ont aussi été arrêtés le 15 avril et inculpés pour les mêmes charges.

« Cette situation inquiète profondément les organisations internationales de défense des droits humains et de développement. Elles sont convaincues que l'élargissement de l'espace civique ne réduit pas pour autant celui du Gouvernement, mais permet au contraire aux citoyens d'engager un dialogue avec les autorités et d'exprimer leurs désaccords éventuels de manière constructive afin d'être pris en

considération, » **souligne Adama Coulibaly, Directeur Régional d'Oxfam en Afrique de l'Ouest.**

« L'engagement des organisations de la société civile dans des activités pacifiques est protégé par le droit international pour s'engager dans des activités pacifiques. Elles ont vocation à jouer un rôle essentiel dans la protection et la réalisation des droits humains et de la démocratie. Elles ne devraient pas être considérées comme une menace, mais plutôt comme acteurs de dialogue dans lequel l'État devrait s'engager,» **a ajouté Coulibaly.**

En ce sens, les organisations demandent au gouvernement nigérien de libérer immédiatement ces activistes et, surtout, de renoncer aux poursuites engagées à leur encontre et d'entamer sans tarder un dialogue constructif avec les organisations de la société civile sur le droit et les conditions de manifester et sur toute autre question d'intérêt national.

« Au lieu de déployer des stratégies pour attaquer de front les acteurs de la société civile et les défenseurs des droits humains, les autorités du Niger devraient reconnaître leur légitimité en respectant leur travail, en leur ménageant l'espace nécessaire à leurs activités et en les protégeant des menaces », **a déclaré Samira Daoud, directrice régionale adjointe d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.**

« Le Niger ne doit en aucun cas s'illustrer dans la réduction de l'espace de la société civile en Afrique de l'Ouest. Il est grand temps de remettre en liberté les personnes détenues en rapport avec les manifestations sur la loi de finance 2018, » **a soutenu Mélanie Sonhaye Kombate du Réseau Ouest Africain des Défenseurs des Droits Humains.**

Signataires :

- Oxfam
- Amnesty International
- Front Line Defenders
- Publiez Ce Que Vous Payez
- Tournons La Page
- FIDH, dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme et Organisation mondiale contre la torture (OMCT), dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme
- West Africa civil society Institute
- Centre for civil and Political rights
- CIVICUS
- West Africa Human Rights Defenders Network ROADDH/WAHRDN

Contacts presse :

- Amnesty International : Sadibou Marong, Bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre
- Tél: +221 77 658 62 27; e-mail: sadibou.marong@amnesty.org

- Front Line Defenders : Erin Kilbride, Attachée de presse, Front Line Defenders
- Tél: +353 (0) 857423767 ; e-mail: erin@frontlinedefenders.org
- Oxfam : Aissatou Sall Tél: +221 77 223 43 89 ; e-mail : aissatou.sall@oxfam.org
- Publiez Ce Que Vous Payez : Demba SEYDI Tel: (+221) 77 344 59 59 ; e-mail: dseydi@publishwhatyoupay.org
- Tournons La Page : Laurent Duarte, Tél: +33 650391783; e-mail: afrique.democratie@secours-catholique.org
- CCPR Centre : André Kangni Afanou Tel: 00 228 90 02 10 38 ; e-mail: akafanou@ccprcentre.org
- FIDH : Maryna Chebat Tel : +33 6 48 05 91 57 e-mail: mchebat@fidh.org / Samuel Hanryon: +33 6 72 28 42 94 e-mail: shanryon@fidh.org
- OMCT : Delphine Reculeau : +41 22 809 49 39 dr@omct.org